



PARTI COMMUNISTE DU BENIN (PCB)
01 B.P. 2582 Recette Principale Cotonou (Rép. du Bénin)
Tél. : 21 30 03 22/97 98 35 65 – Site : www.la-flamme.org

MESSAGE D'OUVERTURE AU 5ème CONGRES ORDINAIRE DE LA CONFEDERATION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS DU BENIN.

Par le Premier Secrétaire du PCB

Monsieur le Secrétaire Général Confédéral,

Mesdames et messieurs les Congressistes,

Honorables Représentants des Confédérations syndicales amies et sœurs des pays voisins

M. le Représentant de la Fédération Syndicale Mondiale

Madame le Ministre en charge de la Fonction publique et du Travail

Camarades et amis,

C'est avec joie et un honneur immenses pour le Parti Communiste du Bénin, d'être l'Invité d'Honneur à cette importante Assise qu'est la tenue de votre 5ème Congrès Ordinaire. C'est d'autant plus un honneur que vous avez choisi de nous confier la lourde charge de délivrer à cette auguste Assemblée, l'allocution d'ouverture. Au nom du Parti, permettez-moi de vous remercier de cette grande marque d'amitié militante qui prouve une chose : la CSTB et le PCB sont liés par l'histoire, les objectifs et le sang. Comme on dit en langage populaire, les deux sont liés comme le père à l'enfant participant de la même cellule familiale.

Le thème de votre Congrès est : « *Face aux assauts répétés de l'impérialisme international et au maintien du pacte colonial par les pouvoirs successifs depuis 1960, qui pillent le pays, accablent et ruinent les travailleurs, réaffirmons la ligne révolutionnaire de la CSTB pour l'appliquer de façon rigoureuse et conséquente en vue de l'émancipation des travailleurs et des peuples du Bénin* ». Un tel thème est tout un programme.

I- Les travailleurs doivent, au-delà des combats pour l'amélioration de leurs conditions matérielles œuvrer pour la suppression de l'esclavage salarié.

Camarades congressistes,

En 2015, Joseph E. STIGLITZ, Américain, Prix Nobel d'économie, publiait un ouvrage intitulé « La Grande fracture, les sociétés inégalitaires et ce que nous pouvons faire pour les changer ». La grande idée de cet ouvrage est l'inégalité profonde existant entre les hommes de la terre tant au sein d'une même société d'un même pays qu'entre pays : L'humanité est objet d'une grande fracture, c'est-à-dire d'une grande division où à peine 1% de la population possède autant de richesses que les 99% d'hommes vivant dans ce monde. M. STIGLIZ écrit « Si l'on mettait 85 multimilliardaires dans un autobus, il contiendrait une fortune équivalente à celle de la moitié la plus pauvre de l'humanité, environ trois milliards de personnes. » (Op.cit page 9) Plus loin M. STIGLIZ écrit : « La crise à laquelle les Etats-Unis et le monde ont dû faire face en 2008 était, je l'ai dit, un désastre créé par l'homme.... Des idées fortes (mais fausses) et des intérêts puissants s'associent pour produire un scénario catastrophe. Quand j'étais économiste à la Banque Mondiale, j'avais constaté qu'après la fin du colonialisme, l'Occident avait fait en sorte d'imposer au monde en développement, les idées du fondamentalisme du marché libre dont beaucoup

reflétaient les perspectives et les intérêts de Wall Street ; les pays en développement n'avaient guère de choix : les puissances coloniales les avaient ravagés, elles les avaient exploités sans pitié, elles avaient extrait leurs ressources, mais elles n'avaient pas fait grand-chose pour développer leur économie. Ils avaient besoin de l'aide des pays avancés et, pour la recevoir, ils devaient accepter les conditions imposées par les hauts responsables du FMI et d'autres institutions : libéraliser leurs marchés financiers et ouvrir leurs marchés intérieurs à une marée de produits venus des pays avancés, alors que ces derniers refusaient d'ouvrir les leurs aux denrées agricoles du Sud. Ces politiques ont été désastreuses. En Afrique, le revenu par habitant a chuté. En Amérique latine, la stagnation s'est installée... Pendant ce temps, l'Asie orientale suivait un autre chemin ; avec un effort de développement dirigé par l'Etat (on parlait d'"Etat développementaliste") ses revenus par habitant ont rapidement été multipliés par deux, par trois finalement par huit.» Voilà un diagnostic sans appel des méfaits des théories et pratiques des tenants à tout crin du "tout privé" et du libéralisme à tout vent qui ne sont que les ouvriers de la catastrophe.

Pourquoi les riches s'enrichissent-ils plus vite et de plus en plus, tandis que les pauvres s'appauvrissent-ils de plus en plus ? C'est la simple loi du marché. En effet, toute la masse de la richesse produite dans le monde a pour base, le travail et plus particulièrement la force de travail. Toute cette masse de richesses mondiales repose sur l'exploitation du surtravail de l'ouvrier que l'on appelle la plus-value. Mais il se fait que lorsque le capitaliste engrange la plus-value, au lieu d'en faire bénéficier l'ouvrier travailleur, en augmentant son salaire, il préférera plutôt agrandir son capital constant, c'est-à-dire recapitaliser son entreprise : acheter de nouvelles machines et recruter éventuellement de nouveaux ouvriers. Ce qui détermine deux conséquences : la première : le producteur, l'ouvrier s'appauvrit tendanciellement davantage pendant que le patron capitaliste s'engraisse. La deuxième : en cherchant à perfectionner son matériel de production, le capitaliste substitue progressivement la machine à l'homme ; ce qui explique le phénomène du chômage. L'exemple le plus palpable des robots qui remplacent les hommes dans la production, illustre ce que nous avançons. Autre conséquence de ce mode de production, avec la production énorme due au développement inouï des forces productives, existe une énorme et abondante masse de biens produits, pendant que la grande majorité des hommes meurent de faim. Aujourd'hui, le travailleur avec le niveau atteint par la révolution informatique et cybernétique est capable de produire assez avec une durée de temps minimum et nourrir toute l'humanité en abondance; ce qui met à l'ordre du jour le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Telle est la logique du mode de production capitaliste : l'ouvrier demeure l'esclave salarié tant qu'il n'aura pas œuvré au renversement révolutionnaire du système et à l'instauration d'un système qui libère le travail. Il n'y a pas possibilité d'amélioration durable des conditions du travailleur avec ce système ; tout gain est vite remis en cause et récupéré par le patronat ; c'est dire que toute conciliation de classe entre patrons capitalistes et travailleurs salariés n'est que leurre.

Aujourd'hui, le système capitaliste dominé par les puissances impérialistes, les Etats-Unis, l'Union Européenne se voient concurrencés par de nouvelles puissances appelées émergentes pour le partage et le repartage des sphères de domination dans le monde. Ils déploient toutes sortes de stratégies impérialistes, se divisent parfois mais s'entendent souvent pour imposer aux peuples leur diktat. Toutes les grandes institutions sont à leur dévotion. La « communauté internationale » qui décide de tout, c'est la « communauté » des 5 puissances: Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, France et parfois Japon. Cette communauté joue à la fois au procureur (qualifie les actes), ensuite au juge (condamne) et enfin à l'exécutif (exécute) en prenant des mesures de représailles y compris militaires. Dès lors que cette communauté a qualifié le pouvoir de Kadhafi de « dictateur », tout le monde, toutes les grandes presses mondiales s'y mettent et légitiment une agression évidente. L'Afrique est ainsi la grande proie, la grande victime de cette orgie impérialiste.

II- La situation en Afrique.

Camarades congressistes,

L'Afrique connaît une situation particulière. Continent victime de tous les fléaux du monde ; ainsi apparaît le continent africain. C'est ce continent qui a contribué à bâtir avec ses mains, son sang, les plus beaux édifices d'Europe, des Amériques et du Moyen-Orient arabe pendant plus de quatre siècles d'esclavage. C'est ce continent qui a payé le très lourd tribut historique de la colonisation, plus d'un siècle ; c'est ce continent qui subit encore les affres de la néo-colonisation ou de la colonisation inachevée. L'Afrique, c'est le seul continent où nos enfants accèdent à la science dans une langue étrangère : français, anglais, portugais, espagnol. C'est le seul continent où les peuples sont étrangers sur leurs propres terres, où nos ressources sont systématiquement pillées par les monopoles étrangers. L'Afrique c'est le continent de l'analphabétisme, de la domination monétaire et culturelle.

Conséquences : le chômage endémique de la jeunesse africaine avec comme conséquence le spectacle affligeant et humiliant de jeunes qui en désespoir par milliers tous les jours, vont mourir dans les déserts et la mer méditerranée. Conséquences : les maladies endémiques dont certaines sont le produit de l'expérimentation consciente pour la destruction de l'homme africain. Et on a, outre les maladies traditionnelles, telles le paludisme et autre tuberculose, les SIDA, Ebola, lassa etc. dont on ne sait d'où elles proviennent.

A défaut de décimer par des maladies créées et inoculées à dessein, (les différentes campagnes de vaccination que l'on vante à cor et à cri sont-elles innocentes ?!!), on a trouvé un autre ennemi à abattre en Afrique ; c'est la démographie. Oui, la démographie est désormais l'ennemi à abattre en Afrique et pour cela on l'érige en conditionnalité pour l'aide aux pays africains. Le président français Macron, s'en fait l'écho et les pays de la CEDEAO de se réunir d'urgence pour le protocole de mise en œuvre. Le bras armé de la France dans nos pays pour cette politique assassine, c'est l'Agence française pour le Développement (AFD) avec désormais, la dividende démographique comme nouveau dada. Au Bénin, non seulement on se livre d'ores et déjà dans nos campagnes à une stérilisation massive des femmes y compris les jeunes filles seulement âgées de 14 ans et plus, mais encore, on veut faire prendre en charge cette politique de dépeuplement par les autorités législatives et exécutives de notre pays. Les préfets, les maires sont déjà mis à contribution pour cette besogne. On veut faire insérer dans les PDC, les volets « financement de limitation de naissance ». Et les tournées de « sensibilisation » sont menées dans nos régions à cet effet. Le FNUAP et autres organismes planificateurs étrangers sont à la besogne.

Ce faisant, on occulte les faits suivants que le territoire de Côte d'Ivoire avec à peu près la même superficie que l'Allemagne fédérale qui a 80 millions d'habitants n'en a que 25 millions ! Que le Congo démocratique huit fois plus vaste que l'Allemagne n'en a que 80 millions, que le Niger qui fait plus de deux fois la superficie de la France qui affiche 60 millions n'a que 20 millions ; que le Gabon près de 10 fois plus grand que la Belgique n'a que 1,6 millions d'habitants pendant que la Belgique en a 11 millions, etc. Tous ces hauts cris anti-population en Afrique, occultent complètement la réalité que c'est l'exploitation de nos pays par ces grands pays dominateurs en complicité avec des dirigeants traitres et apatrides qui constitue le véritable handicap pour le développement en Afrique et non la population. Enfin, on occulte complètement la dynamique démographique qui veut que l'élévation du niveau intellectuel et social d'une société donnée, entraîne nécessairement la baisse de la fécondité et de la démographie. En n'œuvrant pas pour le développement rapide et accéléré de nos pays, en occultant ces phénomènes, les agitations en

cours actuellement contre la démographie dans nos pays s'apparente à des manœuvres génocidaires et doivent être combattues énergiquement.

L'Afrique « francophone » est un cas "sui generis", un cas pathologique de conservation coloniale sur la planète. La France reste accrochée par des reliques coloniales à toutes les mers et continents du monde. La France impérialiste est de tous les pays dominateurs modernes le plus féroce contre le continent africain. Ses entreprises telles AREVA, Bolloré, Total etc. maintiennent l'exploitation de nos richesses minières, prennent en otage et plombent les plus beaux projets de développement tel que la boucle ferroviaire Cotonou- Niamey- Ouaga- Abidjan. Ses bases militaires encerclent toute l'Afrique pour le maintien de sa domination.

III- La situation au Bénin.

Camarades, la domination française sur les pays dits francophones comme le Bénin revêt un aspect particulier. Ce n'est pas une indépendance que nous avons eue en 1960, mais un simulacre d'indépendance avec le maintien de tous les attributs de colonie : il s'agit du **maintien du pacte colonial**. Le pacte colonial comprend plusieurs aspects principaux : la domination de la langue, le français ; le maintien de la monnaie, le Franc des Colonies Françaises d'Afrique ; la possession par la France et ses groupes monopolistes de toutes les richesses et entreprises stratégiques des anciennes colonies et enfin, l'obligation faite aux anciennes colonies d'exporter brut les matières premières et d'importer les produits finis de la métropole, entrave à l'industrialisation. Les peuples du Bénin n'ont pas la liberté de produire. La classe ouvrière de notre pays est réduite en nombre. Elle souffre à la fois du capitalisme et du peu développement du capitalisme. La première transformation à laquelle tend la société béninoise dans son ensemble est celle de la libération des entraves qui bloquent les initiatives des producteurs pour le développement capitaliste accéléré du pays. Le combat actuel des peuples et notamment celui de la jeunesse africaine contre la monnaie coloniale, le franc CFA, est salutaire car s'inscrivant dans le processus de décolonisation inachevée de 1960 et doit être soutenu par les travailleurs. Le mouvement populaire « Non au CFA » doit être généralisé dans tous les pays « francophones » en une houle progressive et envahissante pour nous débarrasser de cette chaîne esclavagiste.

Depuis 1960, le Bénin est comme nous l'avons dit, sous le joug de la FrançAfrique et du pacte colonial.

Par plusieurs fois, de manière spontanée, les travailleurs et le peuple béninois se sont soulevés pour s'affranchir du joug de type colonial qui continue de peser sur notre pays. Révolution de 1963 qui chasse Hubert Maga, 1967 contre le général Soglo, 1969 contre Zinsou, 1975 et surtout 1989 contre Kérékou-PRPB. Mais toutes les fois, les travailleurs qui sont à la pointe de ces combats ont fait le travail pour les autres. Et ainsi, les gens de la même classe sociale, tous acquis à la FrançAfrique ont été bénéficiaires du pouvoir et l'ont géré depuis 1960 sans solution de continuité pour les intérêts étrangers. Dès que les nouveaux dirigeants arrivent au pouvoir, les premières cibles ont toujours été les travailleurs qui les y ont amenés par leurs luttes et sacrifices. On leur donne des miettes que l'on se dépêche de leur arracher par moult biais : inflation, impôts etc. En dehors du Conseil Economique et Social dont la mission n'est que consultative, les travailleurs ne sont représentés dans aucune instance de décision : parlement, gouvernement, justice etc. Il est temps que les travailleurs conscients, prennent et exercent le pouvoir pour eux et leurs intérêts. C'est dire que nous saluons la juste attitude de la Centrale consistant à entrer dans une Alliance Patriotique : la Convention patriotique des Forces de Gauche qui se donne comme objectif à terme : l'instauration du pouvoir des travailleurs et des Peuples et l'exigence dans l'immédiat de leur représentativité à l'Assemblée nationale selon un quota de collège électoral à définir.

Camarades congressistes,

Depuis avril 2016, nous avons un nouveau pouvoir, celui de Patrice Talon que les luttes des travailleurs avec notamment la CSTB et les peuples du Bénin ont contribué à élire par rejet catégorique du néo-colon, Lionel Zinsou.

Mais dès son arrivée au pouvoir, Patrice Talon s'est distingué par la politique anti-travailleurs consistant en :

- en la liquidation des entreprises publiques, le licenciement massif et la mise en chômage des milliers de travailleurs, des pères et mères, sans mesures compensatoires adéquates ;
- la mise en privatisation de tous les secteurs publics (santé, agriculture, SBEE, tourisme etc.) ;
- la destruction des emplois des petites gens du secteur formel et surtout du secteur informel par des opérations de déguerpissement des espaces publics ;
- des attaques frontales contre les libertés démocratiques notamment syndicales avec interdictions de marches, mise aux arrêts d'agents paramilitaires comme le SG SYNAPOLICE ou dernièrement le SG par intérim du syndicat des Eaux et forêts, etc. ;
- tentative de musellement du monde syndical par l'imposition d'une charte de dialogue social.

Tout cela, joint à une politique de menaces permanentes contre les libertés, une politique où se mêlent scandales financiers avec d'énormes conflits d'intérêts, constitue pour le monde du travail un nouveau défi à relever. La démocratie est en danger, la démocratie syndicale est en danger. Voilà pourquoi, ce que préconisent tous les hommes épris de paix et de justice, c'est la tenue des Etats-Général du Peuple. C'est pourquoi, la CSTB ensemble avec d'autres forces dans le Front de Sursaut Patriotique se battent pour sa réalisation.

IV- La ligne et les victoires de la CSTB.

Quelles sont les tâches auxquelles est soumis le prolétariat du Bénin ?

Ces tâches à l'étape actuelle, sont en deux volets tout aussi importants : Le premier : c'est la lutte pour les revendications matérielles des travailleurs. La CSTB la mène constamment.

Le deuxième, c'est la lutte contre le pacte colonial pour la libération des forces productives du travail, donc une lutte politique. Alors la classe ouvrière doit œuvrer ensemble avec les autres classes et couches populaires à cette étape de la lutte, à sauter le verrou qui empêche le développement accéléré de notre pays : ce verrou est le pacte colonial. Elle doit œuvrer à la suppression des entraves au déploiement des initiatives des producteurs nationaux pour le développement accéléré du capitalisme dans le pays. Car le développement accéléré du capitalisme accroîtra nécessairement la masse et la concentration de la classe ouvrière et des autres salariés, bases de la CSTB et favorisera leur prise de conscience pour la lutte de la suppression à terme de l'esclavage salarié. La CSTB doit être le creuset pour l'assomption par la classe de cette tâche : la Révolution Nationale Démocratique, Populaire et Anti-impérialiste.

C'est la continuation du combat de l'historique Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (UGTAN) de glorieuse mémoire dont le rôle a été déterminant dans la période des indépendances africaines de 1958-1960. Notre souhait au Parti Communiste du Bénin est que la CSTB reprenne le flambeau de cette lutte politique pour l'émancipation de la patrie.

Camarades Congressistes, toutes ces indications, la CSTB au cours de ses trente-cinq ans de vie dont vingt-cinq dans la légalité, les a suivies. C'est le lieu de féliciter la Centrale d'avoir procédé à la réaffirmation de sa ligne, re-exposée et adoptée au cours du séminaire d'hier 07 Septembre 2017. La CSTB se démarque ainsi ouvertement des lignes opportunistes et réformistes d'entente avec les pouvoirs apatrides et mafieux de la haute bourgeoisie.

Il est heureux que la CSTB se maintienne sur la ligne de la démocratie révolutionnaire. Elle a évité ces écueils, non qu'elle soit contre le « dialogue » en soi, mais comme « arme privilégiée de lutte ». « L'arme privilégiée de lutte », c'est les luttes sous diverses formes pour les revendications des

travailleurs ; le dialogue est nécessaire à un moment donné de la lutte et intervenant comme appoint pour consacrer des rapports de forces. C'est cette ligne de conduite syndicale qui a valu à la CSTB d'engranger de nombreuses victoires et de devenir ainsi la Grande centrale, la Centrale la plus représentative et ce, malgré les attaques des différents pouvoirs, malgré les complots dont elle est victime jusques- y compris de la part des centrales réformistes comme on peut citer le complot d'exclusion de la CSTB du Conseil Economique et Social (CES).

A cela, nous disons ici, que cette situation constitue un casus belli. La CSTB doit exiger et obtenir le rétablissement de ses droits ; elle doit reprendre sa place usurpée au Conseil Economique et Social. La CSTB se veut l'âme des travailleurs, le pouls qui bat dans les veines des travailleurs, de tous les travailleurs, indépendamment de leurs chapelles, de leur appartenance officielle syndicale.

La CSTB doit ouvrir les bras à tout travailleur qui souffre et se plaint ; qui cherche un cadre approprié de lutte pour s'en sortir. La CSTB est aujourd'hui, le patrimoine de tous les travailleurs du Bénin et doit se comporter tel quel.

C'est dire que les Responsables de cette Centrale ont sur leurs frêles épaules, de lourdes charges. Ils doivent se surveiller dans leurs comportements, veiller à soigner leur image ; l'image de la grande CSTB ; incarner la probité, la droiture, la non compromission dans des combines contraires aux intérêts des travailleurs. Telle doit être l'éthique des Chefs de la CSTB. Il n'en a pas toujours été ainsi, et le Parti, en union avec tous les travailleurs espère qu'avec la réaffirmation de la ligne, la critique approfondie de ces pratiques, permettra l'extension de la CSTB et l'atteinte des objectifs révolutionnaires. Le PCB, conseiller de la CSTB, y aidera davantage.

Camarades congressistes,

Que reste-t-il à faire. Beaucoup encore.

Premièrement : poursuivre sans désespérer dans l'application de la ligne syndicale choisie : la défense sans faille des intérêts matériels et moraux des travailleurs du Bénin.

Deuxièmement, œuvrer de toutes les forces pour en finir avec la FrançAfrique et l'instauration au Bénin du pouvoir des travailleurs et des peuples.

Troisièmement : défendre avec la même détermination la même ligne, les luttes de la classe ouvrière de par le monde à commencer par notre continent, et notre sous-région africaine.

Pour ce faire, au plan organisationnel, consolider les syndicats de bases, les élargir, œuvrer à dépasser les cadres des USD pour l'implantation de la CSTB dans les communes, avec l'installation des unions syndicales communales (USC).

Le Parti Communiste du Bénin, se dit toujours prêt à continuer d'assumer son rôle : **celui de conseiller de la CSTB** sur la voie radieuse bien que difficile qui mènera à la libération de notre patrie, le Bénin, sur la voie de la libération du travail.

Vive la classe ouvrière béninoise, combattive et victorieuse !

Vive la Grande Centrale Syndicale des Travailleurs du Bénin !

Vive la classe ouvrière de par le monde qui souffre et qui lutte !

Vive le Bénin, fier et debout au sein des nations !

Pleins succès aux travaux du Vème Congrès ordinaire de la CSTB .

Cotonou, le 08 Septembre 2017

Pour le Parti Communiste du Bénin

Le Premier Secrétaire

Philippe NOUDJENOUME